

L'Iran abrite la plus grande population juive du Moyen-Orient, en dehors d'Israël. Au XX^{ème} siècle, cette communauté, au début marginalisée, passe au premier plan, avec un fort impact sur la vie quotidienne.

Lior B. Sternfeld, maître de conférences d'histoire et d'études juives à l'université d'État de Pennsylvanie et auteur de *Between Iran and Zion: Jewish Histories of Twentieth-Century Iran* (Stanford University Press, 2018).

LES COMMUNAUTÉS JUIVES D'IRAN

La seconde moitié du XX^{ème} siècle est marquée par une transformation sans précédent pour les Juifs d'Iran. En l'espace de cinq décennies, cette communauté marginale de la société iranienne devient partie intégrante du projet de construction nationale de Mohammad Reza Chah. Puis, après la révolution de 1979, les Juifs sont marginalisés à d'autres égards. Cet essai examine les réponses juives aux bouleversements dans le contexte iranien.

En 1941, l'American Jewish Joint Distribution Committee (JDC) se rend en Iran pour aider à l'arrivée de plusieurs milliers de réfugiés polonais qui avaient été déportés de Pologne vers des goulags et des camps de travail en Sibérie et en Asie centrale à la suite de la mise en œuvre du pacte Ribbentrop-Molotov et qui, après l'invasion nazie de l'Union soviétique, avaient été amnistiés (voir *Between Iran and Zion: Jewish Histories of Twentieth Century Iran* ; « Poland is not lost while we still live: the making of Polish Iran 1941-1945 »). À leur arrivée, ils enquêtent sur la population juive d'Iran et constatent que 10 % d'entre eux appartenaient aux élites fortunées du pays, 10 % à la classe moyenne urbaine et 80 % aux classes inférieures appauvries vivant à la périphérie sociale et géographique. Cependant, les événements qui conduisent à l'occupation anglo-soviétique et à l'arrivée des réfugiés polonais sont accompagnés d'un autre bouleversement politique qui va remodeler l'Iran. Les rebondissements dans la dynamique de la guerre à partir de l'été 1941 nécessitent le contrôle par les Alliés du corridor iranien allant du golfe Persique à la mer Caspienne. En août 1941, Reza Chah

(père de Mohammad Reza Pahlavi) refuse de rompre la neutralité de l'Iran dans la Seconde Guerre mondiale et de participer à l'effort de guerre contre l'Allemagne nazie. Ce refus provoque l'attaque anglo-soviétique qui conduit à l'abdication forcée de Reza Chah, à l'occupation de l'Iran jusqu'à la fin de la guerre, à la réinstallation de centaines de milliers de réfugiés polonais (dont quelque 20 000 Juifs) et à l'avènement du nouveau chah, Mohammad Reza Pahlavi.

La première décennie du règne de Mohammad Reza Chah marque le début d'une étrange structure démocratique, très différente de celle de son père. Bien que le pays soit sous occupation, le système politique pouvait fonctionner avec certaines limites, mais avec une plus grande liberté qu'auparavant. Des partis représentant toutes les idéologies politiques, de la droite pronazie au parti communiste Tudeh à gauche, apparaissent pour la première fois comme des acteurs légitimes. Le parti Tudeh est celui qui se positionne comme le défenseur des minorités contre la xénophobie, le parti des pauvres et des classes ouvrières. Il est le seul à permettre aux non-musulmans d'y adhérer en tant que membres à part entière. Ce sont là quelques-uns des attraits qui vont pousser de nombreux Juifs urbains à adhérer à ce parti. Le fait qu'il ait été la voix la plus claire et la plus forte contre le nazisme a également contribué à cet attrait.

Tout au long des années 1940, le parti devient probablement aussi le plus populaire en Iran. Il n'y a aucune raison de penser que les Juifs puissent avoir des préférences différentes de celles de la majorité des Iraniens. Le fait qu'en 1948, le parti ait soutenu le plan



Juifs priant dans la grande synagogue de Téhéran au début du XX^{ème} siècle/CULTURE CLUB/GETTY IMAGES

de partage de la Palestine et la création d'Israël (directement ou indirectement lié à la reconnaissance de l'URSS) a probablement aussi joué un rôle dans cette affaire. La carte politique ne changera qu'en 1953, après le coup d'État de la CIA/MI6 contre le premier ministre démocratiquement élu, Mohammad Mosaddegh. Mohammad Reza Chah démantèle toutes les caractéristiques démocratiques du système et introduit de nouvelles méthodes de gouvernement, notamment un passage progressif à un système de parti unique, une police secrète forte et puissante, une censure intense et un projet de modernisation économique et industrielle rapide, appelé la « révolution blanche ».

L'Iran connaît une transformation radicale au cours de cette période. Il en va de même pour la population juive. Au début des années 1970, on peut parler d'une population juive fortement intégrée, surreprésentée dans de nombreux domaines, dont la plupart ont quitté les quartiers juifs pour s'installer dans les quartiers huppés de Téhéran et d'autres villes (quelque 60 000 personnes sur 100 000 vivaient à Téhéran). En 1977, 80 % d'entre

Au début des années 1970, une grande partie de la population juive s'installe dans les quartiers aisés de Téhéran, où elle prend conscience du mouvement d'opposition

eux appartenaient à la classe moyenne ou supérieure. Il n'est donc pas surprenant qu'à cette époque, leurs revendications soient similaires à celles de leurs compatriotes non juifs. Dès le début des années 1970, le mouvement d'opposition commence à prendre forme et à formuler ses objectifs. Les Juifs iraniens qui étaient des membres actifs de la société prennent conscience du mouvement et peuvent s'identifier à bon nombre des messages qui en émanaient. Il aspirait à renverser le régime autoritaire, à démocratiser le pays, à démanteler la SAVAK (l'Organisation nationale de renseignement et de sécurité) et à investir les ressources (qui étaient très élevées dans les années 1970 en raison des prix mondiaux élevés du pétrole)

Avec le triomphe de la révolution de 1979, les dirigeants juifs rêvent d'une plus grande participation à la société et à la politique, alors que le pays tentait de trouver sa voie et de se construire

dans l'amélioration des conditions de vie des classes les plus pauvres. En 1977, il s'agissait déjà d'un mouvement révolutionnaire à part entière qui voulait établir une République iranienne.

En 1978, des élections sont organisées pour la direction de la communauté juive. La compétition est marquée par des différences générationnelles. Les anciens dirigeants s'identifiaient au chah et attribuaient l'amélioration du statut de la communauté à sa grâce – ce n'était pas faux, mais il y a plus que cela. Ils étaient très sionistes, et appréciaient et soutenaient la relation spéciale de l'Iran avec Israël. Les nouveaux aspirants étaient un groupe de militants plus jeunes. Ils avaient atteint l'âge adulte au cours du processus rapide de mobilité ascendante vécu par les Juifs. Ils étaient diplômés de l'université ; ils participaient aux mêmes réunions et clubs que leurs amis non juifs ; ils étaient actifs dans les cercles clandestins illégaux du Tudeh ; et certains d'entre eux avaient purgé une peine de prison pour leur activisme politique. Au milieu des années 1970, ils fondent l'Association des intellectuels juifs iraniens (AJII, *Jame'e-ye rawsahnfikeran kalimi Iran*), qui s'est alignée sur le mouvement national de protestation. Leur message trouve un écho auprès d'une grande partie de la jeune génération, et si l'on essaie d'imaginer une réponse juive aux bouleversements politiques, celui-ci peut être un exemple utile. L'AJII remporte les élections, suggérant par là-même que la communauté juive opte pour une direction révolutionnaire, alors que le chah était encore au pouvoir. Cela ne veut pas dire que la communauté était totalement unie. Nombreux sont ceux qui considéraient le chah comme le dirigeant légitime ; certains le considéraient même comme un ami. Mais la part de ceux qui étaient au moins favorables à la révolution n'était pas négligeable.

Cela donne lieu à certaines des histoires les plus fantastiques des événements révolutionnaires, comme celle de l'hôpital juif qui avait abrité des manifestants blessés, alors qu'aucun hôpital n'était en mesure de le faire. La plupart des hôpitaux avaient reçu l'ordre de remettre les manifestants blessés à la SAVAK, mais l'hôpital juif, en raison de son statut et de ses protections (qui, ironiquement, lui avaient été accordées par le chah), pourra les abriter, même si ce sera au prix d'un siège de 72 heures par la SAVAK et l'armée (pour plus d'informations, voir *Between Iran and Zion*, chapitre 4, « The Revolution's Forgotten Sons and Daughters »). Je dois également souligner ici que certains membres du personnel et des employés de l'hôpital ne soutenaient pas la révolution, mais approuvaient cette opération. Pour eux, il s'agissait d'un acte de civisme à l'égard de leurs compatriotes et de l'accomplissement du commandement biblique juif : « Tu aimeras ton prochain comme toi-même ». Iraniens et Juifs. D'autres récits de l'époque montrent comment les dirigeants juifs avaient aidé les Juifs à participer aux manifestations en tant que

Juifs. Ils portaient des pancartes et des bannières les identifiant comme Juifs pour soutenir la révolution (on observait des pratiques similaires chez les Arméniens).

LA RÉVOLUTION DE 1979

Avec le triomphe de la révolution, le renversement du chah en janvier 1979 et le retour de Khomeiny de son exil à Paris en février 1979, les dirigeants juifs (et la communauté) tentent de s'ajuster et de s'adapter. Ils participent au comité de rédaction de la Constitution, débattent des avantages (ou de l'absence d'avantages) du siège réservé au Parlement, rêvent d'une plus grande participation à la société et à la politique ; et ce, pendant que le pays essayait de trouver sa voie et de se construire après la révolution. On peut décrire les 18 premiers mois comme un chaos révolutionnaire. De nombreux Iraniens des classes moyennes et supérieures émigrent d'Iran. Certains reviennent et essaient de savoir quelle direction la révolution pourrait prendre. D'autres retirent leurs actifs. Et on observe que les Juifs iraniens de cette classe sociale en font de même. Au cours de l'été 1980, avec le déclenchement de la guerre Iran-Irak, la révolution prend un tournant brutal et le pays commence à se transformer de manière inattendue.

L'attaque irakienne et le début de ce que l'on désignera sous le nom de « défense sacrée » ou « guerre imposée » permettent à l'aile fondamentaliste et aux faucons de la révolution de mettre en place le type de régime que le chaos révolutionnaire les empêchait de faire. La guerre exigeait que tout le monde soutienne le gouvernement qui était attaqué de l'extérieur ; ne pas le soutenir, quelles que soient les disputes et les différences idéologiques, était considéré comme un acte antipatriotique et de trahison. C'était là le début de la révolution culturelle, de l'arrestation massive des dissidents politiques, du port obligatoire du voile pour les femmes et de bien d'autres choses encore. Au cours de la décennie suivante, la majeure partie de la population juive allait quitter l'Iran, principalement pour le sud de la Californie (où allait s'installer la majeure partie des Iraniens de classe moyenne), New York, Israël et l'Europe.

La guerre se termine en 1988. Khomeini meurt en 1989. L'Iran doit se reconstruire sans son leadership et dans une situation économique désastreuse. Au milieu des années 1990, le mouvement réformateur prend de l'ampleur en Iran et la communauté juive, qui était beaucoup moins nombreuse à l'époque, a l'occasion de réévaluer sa position. Le mouvement réformateur accueille, à bien des égards, la communauté juive et d'autres minorités dans le cadre d'une société plus tolérante et plus diversifiée (je n'inclus pas ici les adeptes de la foi bahaïe, dont l'expérience avait été profondément différente de celle des minorités reconnues). En 1999, 13 Juifs de Chiraz sont arrêtés pour espionnage.



Le rabbin Younes Hamami Lalehzar, leader des Juifs iraniens, prononce un discours dans une synagogue de Téhéran, le 30 octobre 2023./MORTEZA NIKOUBAZI/NURPHOTO VIA GETTY IMAGES

Il s'agit d'une autre histoire, mais la plupart des accusations sont abandonnées et la situation de la communauté juive ne change pas de manière significative.

LES JUIFS IRANIENS AU XXI^{ÈME} SIÈCLE

Le XXI^{ème} siècle connaît deux autres moments de bouleversements notables. Le premier a lieu en 2009. Le lendemain des élections présidentielles, l'idée que ces dernières ont été volées se répand, ce qui déclenche une protestation de masse. Le chef du Mouvement vert, qui faisait partie du mouvement réformiste, était le favori face au président sortant ultraconservateur, Mahmoud Ahmadinejad. Tous les pronostics annonçaient sa victoire, mais le soir même, le ministère de l'Intérieur publie les résultats, qui montrent qu'Ahmadinejad avait remporté une victoire écrasante. La protestation a lieu principalement dans les villes. Les Iraniens descendent dans la rue avec des banderoles disant « Où est mon vote ? » et, pour la première fois depuis 1979, « Mort au dictateur ». Si l'on devait caractériser les manifestants, on dirait qu'ils étaient pour la plupart jeunes, urbains, éduqués, issus de la classe moyenne ou d'une classe supérieure. En 2009, la population juive d'Iran répondait encore à la plupart de ces critères. La plupart vivaient à Téhéran et appartenaient encore à la classe moyenne ou supérieure ; mais cette fois-ci, ceux qui descendent dans la rue ne le font pas sous une quelconque bannière juive. Ils le font en tant qu'Iraniens luttant pour que leur vote compte.

Une avancée rapide jusqu'à la protestation massive de Mahsa Amini. En septembre 2022, une jeune femme de 22 ans, Mahsa Amini, meurt en détention, parce qu'elle

ne portait pas le hijab. Les réseaux sociaux se font l'écho de cette nouvelle et c'est alors que le mouvement de protestation le plus important du XXI^{ème} siècle en Iran voit le jour. Cette fois, les manifestants n'appartiennent pas seulement à la classe moyenne urbaine, mais aussi à des provinces plus éloignées, avec des femmes et des minorités, des pauvres et des riches. Au début de cette vague, la communauté juive doit réagir pour plusieurs raisons. La proximité des grandes fêtes oblige les dirigeants à prendre des décisions concernant la fréquentation des synagogues. Selon mes connaissances, les dirigeants décident pour la première fois que les synagogues doivent rester fermées durant ces jours importants et demandent à la communauté de rester à la maison pour des raisons de sécurité. Des déclarations de soutien au gouvernement sont publiées par la classe dirigeante juive, mais elles ne semblent pas avoir été rédigées de leur propre initiative et représenter aucun segment de la population juive. De nombreux Juifs iraniens rejoignent les manifestations en Iran en 2022-2023, mais ils auraient dû veiller plus que jamais à ne pas le faire en tant que Juifs, mais en tant qu'Iraniens qui, comme en 1979, partagent les préoccupations et les griefs des Iraniens non juifs et souhaitent voir un pays plus démocratique, plus ouvert et plus tolérant. Deux ans plus tard, on constate que ce mouvement a porté ses fruits car l'application des lois sur le hijab est bien plus souple et un débat public plus important est ouvert sur certaines libertés et sur la sagesse de l'application de ces lois. Mais il n'y a pas de menace imminente pour la stabilité du régime.

Face à la situation actuelle et aux tensions avec Israël, les Juifs iraniens restent aujourd'hui collectivement discrets. Ils s'abstiennent de toute déclaration publique. Ils participent à des protestations et à des manifestations, mais en tant qu'individus, en gardant voilée la partie juive de leur activisme./